

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 14 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LORMAFER

La Houve Siège 1
BP 71
57150 Creutzwald

Références : CREUTZWALD_LORMAFER_2024-01-05_RAPVI-EDD_ABK_25584
Code AIOT : 0006201114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement LORMAFER implanté La Houve Siège 1 BP 71 - 57150 Creutzwald. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORMAFER
- La Houve Siège 1 BP 71 - 57150 Creutzwald
- Code AIOT : 0006201114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créée en 1961, la société LORMAFER, basée sur l'ancien carreau de la mine au Siège 1 - La Houve sur la commune de Creutzwald, est spécialisée dans la maintenance de matériel ferroviaire (nettoyage des wagons-citernes et opérations de traitement de surface). Elle fait partie du groupe NOVAFER qui dispose également d'un centre de maintenance en région Auvergne Rhône-Alpes. LORMAFER exploite le site de Creutzwald sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-DLP/BUPE-202 du 12/07/2013 modifié.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction de l'étude de danger, qui fera l'objet d'un rapport spécifique de l'inspection (avec demande de compléments). Le scénario d'accident relatif au dégazage des wagons de chlore a notamment été examiné pendant la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Instruction de l'étude de danger ;
- Scénario de l'accident de dégazage du wagon de chlore.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Inventaire des produits	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 6.2.1 (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification des accidents/incidents à l'administration	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
2	Identification des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 6.2.2 (partiel)	/	Sans objet
4	Dégazage des wagons-citernes	Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 7.3.6.4 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans un premier temps, la demande de complément relative à l'étude de danger a été présentée à l'exploitant.

Dans un deuxième temps, l'inspection a permis de vérifier la bonne application des consignes et barrières de sécurité liées au dégazage des wagons de chlore du site.

Par ailleurs, l'inspection a permis de soulever une non-conformité relative à l'indisponibilité et l'incomplétude de l'état des stocks. Il est demandé à l'exploitant de justifier à l'inspection sous 1 mois de la mise en conformité à ce sujet.

Enfin, l'inspection recommande à l'exploitant de formaliser une procédure précisant les conditions de déclaration des incidents et accidents à l'administration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification des accidents/incidents à l'administration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Notification à l'administration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En examinant la liste des événements actuellement tenue par l'exploitant, il apparaît que certains incidents qui auraient pu porter atteinte à l'environnement n'ont pas été mentionnés ni transmis à</p>

l'administration. Parmi ces incidents, un départ d'incendie sur les voies de chemin de fer a eu lieu le 05/08/2022. Cet évènement a été analysé en démarche qualité, interne à l'exploitation, et des actions correctives (désherbage, mise en place de cuve incendie) ont été prises mais non communiquées à l'Inspection.
Depuis la visite d'inspection, un incendie a eu lieu le 04/10/2023 sur le site. L'exploitant a cette fois bien déclaré l'évènement dans les meilleurs délais.
Observations : Pour la gestion des évènements incidentels/accidentels, il est recommandé à l'exploitant de formaliser une procédure dans laquelle il détaillera les conditions de déclaration des incidents et accidents à l'administration, en précisant que cette déclaration s'accompagnera systématiquement de la rédaction d'une fiche BARPI et dans le cas d'un accident, d'un rapport détaillé ultérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 6.2.2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, zonage des dangers
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosions de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphère nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement mis à jour. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le dossier visiteurs comprenant entre autres, le plan de circulation (zone Atex, rails, sens de circulation) et une liste des risques identifiés sur le site. Toutefois, le plan ne précise pas clairement la nature des zones à risques.</p> <p>Par mail, le 23/10/2023, l'exploitant a envoyé un plan par secteur des risques avec tous les pictogrammes reprenant les codes dangers liés aux produits stockés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Inventaire des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 6.2.1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks + FDS
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le Code du Travail.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur sont constamment tenus à jour. [...]</p>
<p>Constats : Au moment de l'inspection l'état des stocks n'était pas disponible. L'état des stocks a été envoyé par mail à la suite de l'inspection. Celui-ci référence les produits inflammables et dangereux. Il identifie pour chaque produit, la quantité, l'atelier où il est stocké ainsi que pour certains, le</p>

<p>contenant de stockage. Toutefois, il ne tient pas compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur.</p> <p>Les fiches de données de sécurité et fiches toxicologiques sont accessibles sur le réseau de l'exploitant. La fiche toxicologique du chlore a notamment été présentée à l'inspection.</p> <p>Concernant l'eau de javel, l'exploitant justifie l'absence de FDS par le fait qu'il s'agit d'un déchet : le produit de décomposition entre la soude et le chlore non valorisé.</p> <p>Observations : Il convient que l'exploitant s'assure que son état des stocks soit disponible en permanence afin de faciliter la prise en charge des secours en cas de sinistre. L'exploitant veillera à compléter son état des stocks en tenant compte, pour chaque produit, des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur. Il est demandé à l'exploitant de justifier à l'inspection sous 1 mois de la mise en conformité à ce sujet.</p> <p>Enfin, il formalisera des fiches identifiant et caractérisant les risques pour chaque produit qu'il a identifié comme déchet, dans le but de faciliter l'intervention des services de secours.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 4 : Dégazage des wagons-citernes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2013, article 7.3.6.4 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Dégazage des wagons-citernes ayant contenu du chlore
Prescription contrôlée : cf. Annexe confidentielle de ce rapport
<p>Constats : Les constats sur ce point n'appellent pas de remarques de l'inspection et sont détaillés en annexe confidentielle de ce rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet